



NOÉMIE ROTEN

Noémie Roten, 33 ans, est coprésidente de l'Association suisse pour la promotion de l'engagement de milice. Après avoir conduit des camions à l'armée pendant dix ans, elle officie en tant que juge suppléante dans les tribunaux militaires. Dans sa vie «normale», elle est cheffe de projet chez Pro Futuris – le nouveau «think + do tank» de la Société suisse d'utilité publique.

La sécurité, c'est d'abord la confiance

Il y a près de 25 ans, l'Office central de la défense remettait au Conseil fédéral sa dernière étude globale de risques: «Risikoprofil Schweiz». L'étude dresse une large cartographie des risques pour le pays à court, moyen et long terme. Ses projections sont déconcertantes: parmi les risques identifiés alors figurent notamment une récession type 2008, un scénario de pandémie majeure et le retour de la guerre en Europe.

Si l'analyse semble aujourd'hui pertinente, l'étude dérange alors en interne. Le Conseil fédéral la «schuladise» (la met dans un tiroir) et le parlement, bien que commanditaire, ne la recevra jamais. Il oubliera même l'avoir commandée. L'office sera d'ailleurs lui-même dissout quelques années plus tard. L'URSS était tombée: ce devait être la Fin de l'Histoire, et le début des lendemains qui chantent de la globalisation heurée.

«Risikoprofil Schweiz» identifie un risque intéressant qui mérite qu'on s'y attarde: la perte de cohésion nationale. Envisagé dans les années 1990 comme la résultante d'une opposition culturelle, linguistique et ville-campagne, c'est in fine dans le contexte pandémique et de gestion de la crise que se matérialise ce risque. C'est le sujet des tribunes d'aujourd'hui.

On verra avec Ivo Scherrer et Che Wagner en quoi la polarisation croissante de la société menace notre culture démocratique: principale garante de stabilité et de capacité d'action collective. Quant à Grégoire Chambaz et mon coprésident, Quentin Adler, ils se penchent sur la notion de sécurité intérieure et sur les conditions à son maintien. Dans leur perspective, la confiance sociale et la cohésion nationale sont des biens communs essentiels, dont la vulnérabilité et la préservation doivent impérativement être prises en compte dans l'analyse sécuritaire du pays.

Les débats du Temps Durant tout l'été, nos invités invitent les leurs

La plus grande des sécurités est d'abord intérieure

OPINION



QUENTIN ADLER
DOCTORANT FNS À LA CHAIRE DE DROIT
DE L'INNOVATION DE L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

Le 14 décembre 1914, alors que la Grande Guerre faisait rage et menaçait de fracturer les camps latin et germanique, Carl Spitteler, premier Prix Nobel suisse de littérature, exhorta les Confédérés à l'union nationale autour de leur neutralité perpétuelle:

«Nous n'avons pas le même sang, nous n'avons pas la même langue, nous n'avons pas de maison princière qui concilie les différends, nous n'avons même pas de capitale proprement dite. [...] Et maintenant, nous cherchons un symbole commun qui surmonte [ces] éléments de faiblesse [politique]. Ce symbole, nous l'avons heureusement [...] le drapeau fédéral. [...] Dieu soit loué, ce célèbre discours, «Unser Schweizer Standpunkt», fut entendu: le «fossé» (*Graben*) ne devint pas déchirure, épargnant à la Suisse les pires affres de la guerre. Et peut-être par deux fois.

La blessure sociale, en revanche, ne put être évitée. Inflation, pénurie alimentaire, déstabilisation internationale... Le olivage entre classes sociales et entre villes et campagnes imposa en novembre 1918 sous la forme de la Grève générale (*Landesstreik*).

Si l'événement marqua un tournant historique, les rituels de la démocratie directe conjurèrent la tentation d'embrasser les grands dogmes en vogue dans le reste de l'Europe dévastée: en l'an 1935, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, la sagesse populaire rejeta tant l'avenement socialiste que le fasciste, via deux initiatives et votations populaires fédérales [«Pour combattre la crise économique et ses effets», votée le 2 juin 1935; et «Révision totale de la Constitution», votée le 8 septembre 1935, ndlr].

Aujourd'hui, en 2022, après plus d'un demi-siècle d'insolente opulence, la malice des temps frappe à nouveau guerre à nos portes, voire déjà jusque à nos foyers, via le cyberspace; infla-

tion; insécurité énergétique; hausse de la précarité... et frapper encore (dérive climatique; détérioration des sols et de la biodiversité; insécurité alimentaire; pression migratoire aggravée...). Saurons-nous nouer, préserver et affermir nos liens pour y faire face? A n'en point douter, la plus grande des sécurités est d'abord intérieure, en nous et entre nous.

La Suisse est une nation pluriethnique, plurilingue et multiconfessionnelle, issue d'une volonté politique (*Willensnation*). Les symboles, tel le drapeau évoqué par Carl Spitteler, marquent le ralliement. Celui-ci a la vertu de nous rappeler ce qu'ensemble nous sommes capables d'accomplir. Les pouvoirs publics imposent un degré d'ordre, mais ce sont les institutions communes, telle la démocratie directe, et les espaces populaires, comme le système de milice, qui font vivre la concordance démocratique dans les faits et alimentent l'alliance populaire et le lien confédéral nécessaires à la cohésion sociale et nationale.

Il n'y a point de refuge derrière une identité forgée sur des abstractions grandiloquentes, tirée d'une essence ethnique, moulée au diktat d'un pouvoir central ou jaugée à la seule mesure de l'argent: notre cohésion sociale et nationale doit se construire et s'entretenir de manière organique, par la somme des échanges et gestes du quotidien. Dans tous les cas, ne serait-ce que pour exercer sagement nos pouvoirs démocratiques, il nous faut avoir la conscience des réalités sociales du pays – ce que seul le contact avec le terrain permet d'acquérir.

Ainsi, quelque tortueux soit l'avenir, il est désirable de préserver et de revitaliser l'esprit et le système de milice suisses en tant que liant de solidarité active; ce principe de responsabilité individuelle et sociale, selon lequel il revient à chaque citoyenne et citoyen d'assumer personnellement des charges d'intérêt public



Des soldats gardent le Palais fédéral derrière des portes grillagées pendant la grève générale de 1918. (KEYSTONE/PHOTOPRESS-ARCHIV RIA/STI)

avec les honneurs (*ehrenamtlich*) et selon ses capacités; cette pratique, vécue et enracinée profondément dans nombre de nos terres communales.

Concrètement, l'engagement de milice consiste en un cumul de petites responsabilités assumées au niveau individuel et reconnues comme d'intérêt général par la communauté. Par là même, cela sensibilise aux divers milieux naturels (ville, campagne, montagne, etc.) et socioculturels (défense militaire ou civile, charité, associations spécialisées, etc.) qui composent le pays. La milice suisse, en elle-même, forme une maille humaine de tous ces liens de solidarité active, tissés avec les semblables au fil des engagements. Grâce au système de milice, c'est ainsi l'expérience personnelle sur

“ CE SONT LES INSTITUTIONS COMMUNES ET LES ESPACES POPULAIRES QUI FONT VIVRE LA CONCORDANCE DÉMOCRATIQUE DANS LES FAITS ”

le terrain qui forge le sens commun et le sens critique; ce qui conduit à un certain pragmatisme culturel.

En cela, l'engagement de milice anime le cœur de notre défense spirituelle. Qu'il découle d'un devoir moral (ex. mandat politique) ou d'un devoir légal (ex. service militaire, civil ou de protection civile), le principe de milice (*Milizprinzip*) fédère par l'empirisme des actes.

Spécialement, le devoir envers la patrie a le pouvoir de fédérer à travers tout le pays, en coordination face à nos plus grands défis collectifs et par-delà les appartenances régionales, sociales ou toute autre caractéristique distinctive entre individus ou communautés de Suisse. Par là même s'alimentent les liens confédéraux et les réseaux d'entraide personnels.

Devrait-ce rester un privilège des hommes, alors que les femmes en sont les égales? Pour quoi le réduire au service militaire, alors qu'autant de capacités civiles seront nécessaires? Dans ce monde qui bascule vers le tragique et l'incertain, la revitalisation du système de milice – avec, pour premier grand chantier, la réforme de l'obligation de servir fédérale – pourrait être cette fois-ci l'institution commune et l'espace populaire les plus aptes à nous donner les pouvoirs d'agir et à reprendre confiance. ■

Quentin Adler est doctorant FNS à la Chaire de droit de l'innovation de l'Université de Neuchâtel. Il copréside l'Association suisse pour la promotion de l'engagement de milice et est co-initiateur de l'initiative populaire fédérale «Pour une Suisse qui s'engage (Initiative service citoyen)», actuellement en phase de récolte de signatures.

La polarisation affective érode notre système démocratique, que faire?

OPINION



CHE WAGNER
DIRECTEUR DE PROGRAMME À «PRO FUTURIS»,
SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

IVO SCHERRER
DIRECTEUR DE PROGRAMME AU «THINK+DO TANK «PRO FUTURIS»
DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

La pandémie de coronavirus, la crise climatique et l'attaque russe contre l'Ukraine absorbent l'attention des Suisses et des Suissesses et ébranlent notre sentiment de sécurité collective. Dans cette «démocratie d'urgence» régie par la crise, la polarisation croissante de la société menace la principale garantie de stabilité et de capacité d'action collective de la Suisse: notre culture démocratique vivante, que nous vivons de

façon active. Nous devons à nouveau investir consciemment dans notre démocratie. Chacun d'entre nous a son rôle à jouer. Les démocraties sont plus fragiles qu'on ne le croit. Dans son livre *La Grande Expérience. Les Démocraties à l'épreuve de la diversité*, le politologue germano-américain Yascha Mounk constate que les démocraties risquent de se briser sous l'effet des forces centrifuges de groupes rivaux.

Quand les criards et les idéologues de tous bords donnent le ton, les forces modérées ne trouvent plus guère d'écho. Et les compromis politiques dans l'intérêt général n'ont pratiquement plus aucune chance. Le psychologue social américain Jonathan Haidt décrit comment, au-delà de la politique, la fragmentation continue de gangrener toutes les institutions de la société: les médias, la science et les autorités. Pour décrire la dislocation interne des Etats-Unis, Haidt fait appel à la parabole de la tour de Babel, dans laquelle la discorde gagne et déchire les hommes. Dieu ayant mis fin à leur langue commune. Ils ne sont donc plus en mesure de poursuivre la construction de la tour. Par analogie avec les Etats-Unis actuels: si des groupes distincts interprètent le monde de manière si différente qu'ils ne peuvent plus se comprendre, la démocratie ne peut plus se développer. Sans dialogue, sans respect mutuel, sans engagement pour une

quête commune de la vérité et un partage du pouvoir politique. Les autorités, les partis et les médias se désagrègent – et avec eux la démocratie.

Les démocraties ne sont pas seulement menacées par des groupes politiques internes. Elles sont également menacées par des dangers internationaux. Les libertés individuellement élevées de personnes nourrissent des sentiments négatifs à l'égard de ceux qui ont des opinions différentes. Cette forme de polarisation dite affective est fatale pour une démocratie consensuelle: elle nous empêche de nous parler et conduit à ce que nos appartenances à des groupes déterminent la manière dont nous votons et pour qui nous votons, en lieu et place de considérations politiques objectives. Plus nous sommes polarisés, plus il est difficile de trouver des solutions constructives à des défis complexes.

La capacité de la Suisse à agir collectivement a considérablement diminué ces vingt dernières années, selon une étude de l'institut de sondage gfs.bern. Nous délaissions d'importants chantiers de réformes (telles nos relations

avec l'UE, la politique climatique ou la fragilité de beaucoup ne le pensent. La polarisation croissante menace de créer des fossés infranchissables et de saper ainsi la culture du compromis. En comparaison internationale, un nombre particulièrement élevé de personnes nourrissent des sentiments négatifs à l'égard de ceux qui ont des opinions différentes. Cette forme de polarisation dite affective est fatale pour une démocratie consensuelle: elle nous empêche de nous parler et conduit à ce que nos appartenances à des groupes déterminent la manière dont nous votons et pour qui nous votons, en lieu et place de considérations politiques objectives. Plus nous sommes polarisés, plus il est difficile de trouver des solutions constructives à des défis complexes.

La capacité de la Suisse à agir collectivement a considérablement diminué ces vingt dernières années, selon une étude de l'institut de sondage gfs.bern. Nous délaissions d'importants chantiers de réformes (telles nos relations

avec l'UE, la politique climatique ou la fragilité de beaucoup ne le pensent. La polarisation croissante menace de créer des fossés infranchissables et de saper ainsi la culture du compromis. En comparaison internationale, un nombre particulièrement élevé de personnes nourrissent des sentiments négatifs à l'égard de ceux qui ont des opinions différentes. Cette forme de polarisation dite affective est fatale pour une démocratie consensuelle: elle nous empêche de nous parler et conduit à ce que nos appartenances à des groupes déterminent la manière dont nous votons et pour qui nous votons, en lieu et place de considérations politiques objectives. Plus nous sommes polarisés, plus il est difficile de trouver des solutions constructives à des défis complexes.

“ LA CAPACITÉ DE LA SUISSE À AGIR COLLECTIVEMENT A CONSIDÉRABLEMENT DIMINUÉ CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES ”

La confiance, un bien public d'importance stratégique

OPINION



GRÉGOIRE CHAMBAZ
ANCIEN RÉDACTEUR ADJOINT POUR LA REVUE MILITAIRE SUISSE,
EXPERT DES ENJEUX SYSTEMATIQUES GLOBAUX

Lorsque la pandémie fait irruption en 2020, la Confédération n'est pas préparée. Après une période de minimisation du danger, les autorités fédérales réagissent fortement une fois que les pays alentours commencent à faire de même. C'est la panique à Berne.

En sociologie des catastrophes, c'est la panique des élites qui est le plus souvent documentée. Il est d'ailleurs établi que, durant les crises, la dysfonction des institutions est la norme. L'un des principaux facteurs est le manque structurel de préparation aux crises: une impréparation qui augmente elle-même les dimensions de la crise. Il y a la crise proprement dite, clairement déterminée, et la crise de la crise, c'est-à-dire la confusion des autorités et des organes de gestion de crise.

La gestion de la crise de la crise a deux fonctions: l'une opérationnelle, pour retrouver un certain contrôle de la situation; l'autre politique, pour limiter les répercussions réputationnelles de la crise ou de la crise de la crise. Dans ce contexte, il est fréquent que les institutions dissimulent de l'information ou que leurs responsables rejettent ailleurs la responsabilité des événements.

Si la rétention d'information peut être nécessaire dans certains contextes, elle présente toutefois le risque d'alimenter la méfiance du public sur la durée. Au-delà d'un certain seuil, la rupture de confiance est difficile à réparer; ce qui complique davantage la gestion de crise. Inspirer et faire confiance requiert honnêteté, loyauté, reconnaissance des erreurs et amende honorable.

On retrouve plusieurs de ces dynamiques à l'œuvre dans la gestion de la pandémie, et ce dès mars 2020: à défaut d'anticipation, les autorités affirment que les masques sont inutiles pour la population générale, au lieu de reconnaître publiquement

l'insuffisance des stocks pour les soignants. Lorsque l'approvisionnement est enfin sécurisé, le discours change et le masque devient obligatoire. Les autorités invoquent «l'évolution de la science» et non la sécurité d'approvisionnement retrouvée. Cet épisode donne le ton de la gestion de crise. Les autorités rejettent, dès la fin du premier confinement général, la faute sur la population au gré des indicateurs défavorables. Du côté des médias, les messages officiels sont souvent repris sans réflexion critique, alors que les positions sceptiques ou «anti» (peu importe le type) sont discréditées. Les médias ne remplissent plus leur rôle de contre-pouvoir.

La restauration de la confiance est impérative pour faire face à d'autres crises; d'autres pandémies de magnitude égale ou supérieure à celle du covid pourraient se reproduire. L'hiver prochain devrait être très difficile avec la pénurie énergétique qui s'annonce. D'autres crises majeures se profilent à court, moyen et long terme, pour une partie desquelles les autorités ne sont pas préparées. Il convient alors à la fois de reconstruire la confiance avec une part humiliée de la population et d'assurer la préservation des espaces sincères d'échange et de réflexion critique, favorisant les consensus et garants de la démocratie – car la confiance ne se décrète pas, elle se construit et s'entretient.

Dans cette perspective, la confiance entre autorités et population est un bien public d'importance stratégique, dont le maintien est essentiel pour la sécurité du pays. Elle est le liant qui permet la conduite de la population quand le temps manque pour former un consensus. Elle permet à chaque habitant et habitante d'envisager la collaboration entière avec son ou sa proche, y compris quand la situation devient rude. Elle permet le sens dans le non-sens, le réconfort dans la tragédie et peut-être même l'acceptation du sacrifice dans l'injustice. ■

“ AU-DELÀ D'UN CERTAIN SEUIL, LA RUPTURE DE CONFIANCE EST DIFFICILE À RÉPARER ”

“ Petit à petit, la confiance se délite entre l'ensemble autorités-médias et une partie de la population. Cette dernière comble alors son malaise des sources d'information alternatives, plus ou moins fiables. La polarisation s'amplifie, surtout avec l'arrivée des vaccins et du certificat covid. Le clivage se durcit entre «officialistes», croyant a priori toute parole publique, et «complotistes», rejetant a priori tout discours officiel. La rupture de confiance s'étend jusque dans les familles et les ami-

tiés. La division mène certains à ne plus s'inviter, à ne plus se parler, voire à mettre un terme à la relation. Cette situation crée les conditions favorables à une fracture politique profonde, qui débouche sur les mobilisations hebdomadaires contre la loi covid – du jamais-vu depuis la Grève générale de 1918.

Les mesures covid sont désormais suspendues, et certaines plaies restent béantes. Pour d'aucuns, il faudra des années pour soigner les blessures; pour d'autres, la cassure sera définitive. Comme le dit l'adage, la confiance se gagne en gouttes et se perd en litres.

La restauration de la confiance est impérative pour faire face à d'autres crises; d'autres pandémies de magnitude égale ou supérieure à celle du covid pourraient se reproduire. L'hiver prochain devrait être très difficile avec la pénurie énergétique qui s'annonce. D'autres crises majeures se profilent à court, moyen et long terme, pour une partie desquelles les autorités ne sont pas préparées. Il convient alors à la fois de reconstruire la confiance avec une part humiliée de la population et d'assurer la préservation des espaces sincères d'échange et de réflexion critique, favorisant les consensus et garants de la démocratie – car la confiance ne se décrète pas, elle se construit et s'entretient.

Dans cette perspective, la confiance entre autorités et population est un bien public d'importance stratégique, dont le maintien est essentiel pour la sécurité du pays. Elle est le liant qui permet la conduite de la population quand le temps manque pour former un consensus. Elle permet à chaque habitant et habitante d'envisager la collaboration entière avec son ou sa proche, y compris quand la situation devient rude. Elle permet le sens dans le non-sens, le réconfort dans la tragédie et peut-être même l'acceptation du sacrifice dans l'injustice. ■

Mais si la démocratie doit être un verbe – je démocratiser, tu démocratises, etc. – qu'est-ce que cela implique? Nous sommes tous appelés chaque jour à nous confronter au monde et à aller à la rencontre de nos semblables. Nous devons nous écouter les uns les autres, discuter, accepter les différences et prendre des décisions communes, malgré l'antipathie mutuelle et les divergences d'opinions. Pour ce faire, nous avons urgemment besoin de plus d'espace pour la réflexion, le dialogue et le débat. Une démocratie a besoin d'infrastructures qui permettent aux personnes ayant des idées différentes de se rapprocher et de débattre de manière constructive de leur avenir commun. Cela concerne toutes les personnes qui vivent en Suisse et qui sont impliquées par les décisions démocratiques.

Avec le nouveau «think + do tank» Pro Futuris, nous voulons créer de nouvelles infrastructures démocratiques. Nous avons lancé un nouveau format de dialogue sur le plan national, intitulé «Parlons-en». Nous enregistrez tout d'abord votre opinion sur dix thèmes d'actualité différents. L'algorithme scrute ensuite la base de données à la recherche d'une personne qui n'a à coup sûr pas la même opinion que vous. Vous êtes ensuite «matchés» avec cette personne pour mener une discussion respectueuse en tête à tête, respectueuse. Cela permet aux participants de découvrir le monde de l'autre, et de se découvrir des points communs, qui humanisent l'interlocuteur. En apprenant à se connaître, on ne peut plus généraliser, ce qui agit directement contre la polarisation affective. Nous sommes donc tous appelés à nous engager pour la collectivité. Nous devons nous engager les uns pour les autres, et les uns avec les autres. Car en tant que société individualiste, nous ne parvenons pas à faire émerger et élever l'intelligence collective dont nous avons besoin en tant que collectif pour surmonter les grandes crises de notre siècle. Autrement, notre démocratie risque de s'éroder. ■